

*SUD éducation est ce que nous en faisons*

# RÉFORMES À GOGO

**DANS LES LYCÉES GÉNÉRAUX, PRO ET TECHNO !**

Laissez-nous bosser ! C'est un peu ce qu'on a envie de dire face à toutes ces réformes et contre-réformes : réforme du primaire, réforme de la voie professionnelle, réforme du supérieur et maintenant réforme pour la voie générale du lycée.

A la demande du gouvernement, paraissaient entre mai et juin 2009 les rapports de M.M Descoings et Apparü sur cette réforme du lycée général. Malgré les débuts bâclés, les cafouillages et les réticences déjà objectées, avant les vacances, N.Sarkozy puis son nouveau Ministre de l'Éducation, L.Châtel, réaffirmaient leur volonté de poursuivre coûte que coûte. Entêtement incompréhensible ? Non, car cela fait partie d'une politique plus globale contre le service public d'Éducation et ses personnels.

Dans le primaire, des programmes réactionnaires, la suppression des RASED, le fichier "base élève".

Dans l'enseignement professionnel, la généralisation du BAC pro en trois ans après une pseudo expérimentation d'un an, avec une remise en cause de la qualité de la formation et la suppression de milliers de postes.

Dans le supérieur, après plusieurs mois de mobilisation historique et massive des personnels et des étudiants, aucun ajustement du gouvernement dans ces choix mortifères pour nos universités.

Les grandes fédérations syndicales en refusant d'organiser la convergence des personnels du 1er et du 2nd degré avec le Supérieur portent une énorme responsabilité dans ce nouveau recul. Quant à Sud, sur l'ensemble de ces fronts, nous voulons rester disponibles pour reprendre la lutte aux côtés de ceux qui le veulent.

Car, derrière ces réformes sectorielles, il y a une politique cohérente : au delà de l'objectif prioritaire de sup-

pression de 80 000 postes, il s'agit d'introduire dans l'Éducation une logique d'économie privée et d'en finir avec les statuts des personnels. C'est maintenant à l'aune de valeurs telles que la concurrence, la rentabilité, la compétitivité que nous serons évalués, le tout étant pour l'État de faire fonctionner un système éducatif moins coûteux. Le rendement avant l'égalité, les quantités avant la qualité !

A Félix Eboué, cette année 2009-2010 a été imposée une expérimentation de cette nouvelle réforme des lycées. SUD Éducation en a demandé immédiatement l'abandon. Dans le même temps les rapports destinés à alimenter cette " nouvelle " réforme étaient publiés. Nous revenons pages 2 et 3 sur les dispositions les plus emblématiques et souvent les plus dangereuses de ces rapports.



Sur le site de la fédération [www.sudeducation.org](http://www.sudeducation.org)  
les texte Lycées du congrès 2009 et une présentation exhaustive des rapports Descoings et Apparü.

## Au lycée Félix Eboué cette année : la réforme du lycée général et technologique !

Le gouvernement a dévoilé cette année la "nouvelle" réforme du lycée prévue pour 2010. Il dispose pour cela depuis juin du rapport demandé par Nicolas Sarkozy à R. Descoings, président de l'Institut des Sciences politiques de Paris, et de celui de B. Apparü pour les députés UMP de la commission parlementaire qui doublait le travail précédent. Si le premier alterne entre des constats et des suggestions relativement justes et des propositions plus dangereuses, le second reprend la vieille rengaine libérale d'une école inefficace et pas assez rentable. Surtout, dans les deux cas, il n'est à aucun moment question de revenir sur les 25 000 postes supprimés depuis 2007 ni sur les 55 000 programmés d'ici 2012.

Pour mieux comprendre l'expérimentation qui a lieu au lycée Eboué cette année voici quelques analyses des rapports :

### Les moyens.

Si le rapport Descoings mentionne de nombreuses initiatives qui pourraient être intéressantes (ateliers, personnels référents pour les élèves, formation continue des enseignants, travail interdisciplinaire, stages, voyages, activités culturelles ...), il n'est jamais fait mention de moyens supplémentaires. La réforme doit se faire à moyens constants.



### Rééquilibrage des voies et des filières

Le rapport Descoings reconnaît assez clairement la mauvaise image dont souffrent le lycée professionnel et certaines filières du lycée général, mais il en conserve l'architecture.

Une remarque intéressante : " Tout projet de réforme du lycée doit présenter d'un même mouvement et le lycée général et technologique et le lycée professionnel ". Mais le lycée professionnel est à peine évoqué et la réforme du Bac Pro est entérinée sans commentaire. Le rapport Apparü avance un projet plus "radical" : retour à une se-

conde indifférenciée avec modules, deux premières une " générale " et l'autre " technologique " avec une spécialisation forte par filières en Terminale. Mais il filtre la nette volonté de réduire les horaires de " 5 à 8h ".

Pour le contenu de la réforme à Eboué.

- Pour le tronc commun, on conserve les enseignements fondamentaux : 4h pour les lettres, 4h pour les maths, 6h pour les sciences expérimentales, 3h en Histoire-Géographie, 5h de LVI et de LV2 en tout, 2h d'EPS.

- S'ajoutent 4 modules de découvertes, semestriels, qui ne seront pas évalués, dans trois champs : humanités, sciences et sciences de la société. 14 modules seront proposés au premier semestre et 19 au second, regroupant entre 20 et 15 élèves. Les élèves auront par ailleurs des heures d'accompagnement, soit de soutien, soit d'approfondissement, soit d'orientation, à hauteur de 3h par semaine. Les heures de concertation au sein des équipes pédagogiques seront rémunérées en HSE et non comptabilisées dans l'emploi du temps des enseignants.

On constate que les heures d'enseignement fondamentaux diminuent (on passe par exemple de 5h en seconde à 4h en lettres). Alors que rien n'encore n'est paru sur les modifications de programmes que cela va engendrer, il est certain que ces modifications devraient voir le jour.

La réforme porte sur les secondes SES. Cette section a été choisie parce qu'elle est la plus populaire

mais qu'elle génère aussi de très nombreuses réorientations à l'issue de la seconde. Une classe de seconde SES a été conservée sur le schéma précédent pour « les parents qui ne veulent pas que leurs enfants expérimentent la réforme dès cette année. » Reste à savoir pour quelles raisons il y aurait des parents qui refuseraient la réforme, si elle représente le progrès...

L'accès au supérieur est à revoir pour les deux rapports qui préconisent d'ouvrir plus largement les IUT et les BTS aux élèves des filières technologiques qui sont souvent amenés vers des licences où ils connaissent trop d'échec. Selon Descoings, les enseignants du supérieur pourraient enseigner dans le cycle terminal afin de mieux préparer les élèves. Au-delà de la piste des quotas en BTS ou IUT pour les bacheliers technologiques et le projet de CGPE technologiques il n'y a pas de projet d'ensemble pour remédier aux difficultés de ces élèves durant leur scolarité au lycée et leur permettre ainsi une poursuite dans le supérieur. Ce n'est pas la proposition démagogique d'Apparü d'intégrer les prépa les plus prestigieuses (pourquoi seulement celles-ci ?) à des Universités désormais en concurrence qui démocratisera le système !

**La Seconde et l'orientation.** Beaucoup d'élèves sont prédéterminés à leur sortie de 3<sup>ème</sup> et la Seconde indéterminée ne l'est donc plus réellement. Elle doit devenir une année d'observation avant le cycle terminal. Si l'organisation de la Seconde en deux semestres est

clairement préconisée dans le rapport Apparu, ce n'est pas le cas dans le rapport Descoings qui doute de l'efficacité de la méthode. " Il est préconisé, que les disciplines liées à une spécialisation durant les années ultérieures soient enseignées de façon identique et obligatoire sur tout le territoire, au cours des premiers et deuxième trimestres à l'issue desquels le lycéen doit faire son choix. "

Au lycée Eboué, la semestrialisation sera mise en place pour les cinq classes, avec 4 conseils de classe dans l'année, deux à la fin des semestres et deux à la moitié des semestres. Mais comme on a conservé une classe sous l'ancien régime, il est clair que le contenu de l'enseignement dispensé aux élèves qui intégreront des classes de première l'an prochain sera fort différent entre la classe « ancien régime » et les classes « réformées ». Cela promet au début de la première une longue phase d'ajustement des cours, sauf à concevoir qu'on arrive à créer une classe complète de 1<sup>ère</sup> SES avec une seule classe de seconde SES...

## Redéfinition du statut des enseignants : temps de travail et des missions.

Les deux rapports y sont favorables. Mais seul le rapport Apparu développe vraiment ce point. Un 15H+3 avec 3H heures d'activités pédagogiques hebdomadaires qui pourraient comprendre l'aide aux devoirs, à l'orientation, les travaux pluridisciplinaires, le travail de recherche et de documentation. A terme les agrégés basculeraient dans le supérieur mais dans un premier temps leur obligation de service passerait à 14h+3. Rien n'est dit sur la rétribution de ces heures dites d'accompagnement scolaire : c'est la voie ouverte à la modulation horaire : 1h d'accompagnement pour 1/2h de cours... ou comment augmenter sans le dire les obligations de service et supprimer des postes.

Enfin, avec un stage en entreprise de 3 semaines voire une expérience en entreprise pour être titularisé, l'UMP se dévoile !

Dans le rapport Descoings, on parle de renégociation du statut sans en dire plus ! La prudence est de mise sur ce sujet sensible ! Mais au cours des pages il rejoint Apparu dans la nécessité d'intégrer d'autres missions au statut comme le tutorat, l'orientation, des stages de remise à niveau durant les vacances encadrés par des enseignants payés en heures Sup'... toujours le même " travailler plus pour gagner plus " qui justifie le refus d'augmenter nos salaires mais ouvre la voie à une augmentation... de nos obligations de services !



## L'autonomie des établissements.

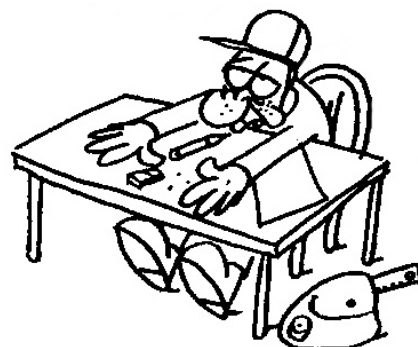
Alors que les rapports du gouvernement précisent que la réforme doit se faire à moyens constants, le lycée F. Eboué aura une dotation de 47h en plus - et il est certain qu'on ne devrait que s'en féliciter (ou se questionner sur le rôle de cette générosité sur le calme des enseignants) - ce qui lui permettra une certaine souplesse dans la mise en œuvre de la réforme. Quid d'une expérimentation qui ne se fait pas sur les bases avec lesquelles elle devrait être réalisée ? De là à dire que cette expérimentation n'a d'expérimental que le nom. Le lycée F. Eboué profite donc cette année d'une réforme de luxe, avec un grand nombre d'heures en plus dans la dotation. Il conforte le mythe qui ferait de ce lycée " historique " (le premier créé en Guyane) un lycée " leader ". Nous pouvons aussi tout simplement remarquer que, contrairement à

ses voisins Melkior-Garré et Michotte, F. Eboué n'a ni mur qui s'écroule sur les élèves, ni gaz se répandant dans les salles...

Peut être est-il plus facile de présenter les bienfaits d'une réforme dans un établissement qui ne souffre pas des maux les plus répandus dans notre académie, qu'il est autrement nécessaire de résoudre !

On nous fait la danse de Salomé : d'abord les modules, les dotations horaires, puis viendront les heures tragiques où chaque lycée devra se vendre pour obtenir tant bien que mal les moyens de fournir une éducation de qualité. On entre bel et bien dans une logique de concurrence entre établissements, la réforme appliquée à F. Eboué venant à la suite d'autres " prérogatives " qui font de ce lycée le lycée " phare " de Cayenne (en fait, celui le plus proche des conditions de travail nationales, en termes d'état des structures et de nombre de titulaires, par exemple) et le moins protestataire, de ce fait.

Si donc Eboué est indiqué comme lycée pilote de la réforme il faut avoir conscience que les résultats qui découleront de cette expérimentation n'auront sans doute aucune valeur expérimentale puisqu'elle n'y est pas appliquée dans les conditions prévues, à savoir à moyens constants. Si cette année devrait être une année exaltante pour les enseignants qui ont imaginé des enseignements innovants, et à qui on a donné les moyens de les mettre en place, que se passera-t-il l'an prochain quand tous ces moyens seront retirés et qu'on devra continuer à innover la bourse vide et en supprimant des heures ailleurs ? Il est fort probable qu'on se réveillera avec une vilaine gueule de bois à la rentrée 2010...



# Bac Pro 3 ans La réforme du lycée professionnel court déjà...

Le baccalauréat professionnel en 3 ans entre dans sa phase de généralisation au niveau national. Rappelons qu'avec la généralisation du baccalauréat professionnel en 3 ans au lieu des 4 ans BEP+Bac.pro 2 ans la formation sera amputée d'environ 1000h : 500h d'enseignement général et 500h de formation professionnelle. Le ministère économisera ainsi des milliers de postes. Ainsi, au lycée Melkior-Garré 20 profs de moins que l'an dernier (on passe de 180 à 160 !!) et des heures sup' à gogo pour ceux qui en veulent !

De plus cette année de formation en moins compromettra la réussite des élèves les plus fragiles qui sont nombreux en LP. Tous les élèves qui arrêteront avant le bac n'auront aucun diplôme intermédiaire, type BEP. Expérimentation pour certaines académies, routine pour d'autres. Le Ministère a réussi à mettre en place en quelques mois une réforme qui déstructure toute la formation professionnelle et cela avec l'aide des syndicats cogestionnaires !

En septembre 2008, la réforme devait se présenter sous une forme expérimentale mais chaque académie déclinait différemment cette nouveauté. Certaines expérimentaient déjà depuis plusieurs années et passaient à la généralisation, d'autres découvraient et pensaient être en réelle expérimentation et pour les dernières il s'agissait d'un joyeux cocktail des deux variables selon les formations dispensées. Cela a rendu très difficile la résistance.

A cela s'ajoute le fait qu'une réforme a toujours des effets positifs : parcours en 3 ans pour des élèves venus après un redoublement de seconde de lycée en limitant les heures d'enseignement général pour augmenter l'enseignement professionnel par exemple.

## Le ministère agit dans l'urgence !

En juin et juillet derniers, des textes étaient encore présentés au Conseil Supérieur de l'Éducation pour préparer cette rentrée (type et conditions de certification en fin de lère année, modification d'une matière...). Les équipes pédagogiques découvriront les nouveautés au moment de la rentrée, ce qui ne laisse aucune place à la réflexion, à la préparation des cours et à la mobilisation.

En plus le ministère a joué sur le ressenti qu'éprouvent certains PLP. Il leur a proposé d'avoir un " vrai " bac, en 3 ans comme les autres, avec un " vrai " oral

de rattrapage et une " vraie " poursuite d'études en annonçant l'ouverture de BTS en LP. Les enseignants se sont sentis valorisés. Ils prépareront des élèves uniquement au baccalauréat. Il y a fort à parier qu'à l'avenir, au sein des établissements, une hiérarchie entre collègues s'installe : ceux qui forment au CAP et ceux qui auront des baccalauréats en 3 ans voire des BTS !

De plus, il ne faut pas oublier qu'aucun n'est réellement satisfait de la formation professionnelle actuelle. Des réformes sont espérées mais certainement pas celle mise en place par le ministère.

## Quelle pourrait être la place de la réforme du lycée professionnel dans la perspective générale du lycée ?

Le baccalauréat professionnel se préparera en un cycle de 3 ans et devra permettre l'entrée en BTS. Il devient ainsi un concurrent direct du lycée technologique. Lequel cèdera le pas à l'autre ? Il ne peut coexister 2 voies de formation avec des exigences aussi proches. Il est vrai que le LP doit encore préparer à l'entrée dans la vie active au niveau bac mais est-ce une différence suffisante pour les laisser coexister ?

Tout laisse à penser qu'au sein du lycée professionnel, les sections de CAP restantes seront toutes transférées dans des Centres de

Formation d'Apprentis publics pour offrir une formation professionnelle sans culture générale afin de fournir une main d'oeuvre jetable et corvéable aux entreprises locales. Ces professionnels seront formés " tout au long de la vie ", de CAP en CAP, pour occuper des emplois sous-payés.

## Alors le LP vainqueur ?

Une certitude : cette réforme ne donnera pas naissance au futur lycée polyculturel pour tous, permettant l'accomplissement de chacun. Ce n'est que par la lutte collective et notre détermination que nous pourrons faire reculer ces contre-réformes injustes et socialement destructrices.

Pour avancer ensemble, faites nous parvenir vos expériences en contactant SUD éducation Guyane  
[sudeducguyane@laposte.net](mailto:sudeducguyane@laposte.net)

Retrouvez les infos de SUD Éducation Guyane sur le site web <http://sudeducguyane.apinc.org>

